



Praktika in den Kabinetten der Mitglieder des Gerichtshofs der Europäischen Union

Der Gerichtshof der Europäischen Union bietet jedes Jahr eine begrenzte Zahl vergüteter Praktika in den Kabinetten der Mitglieder des Gerichtshofs und des Gerichts der Europäischen Union für Bewerber mit einem Universitätsabschluss in Rechtswissenschaft, in politischen Wissenschaften oder in Wirtschaftswissenschaften oder in einem benachbarten Fachbereich an. Diese Praktika haben eine Dauer von mindestens drei und höchstens fünf Monaten. Es gibt zwei Praktikumszeiträume, und zwar vom 1. März bis zum 31. Juli und vom 16. September bis Ende Februar. Die Praktika beginnen innerhalb dieser beiden Zeiträume am ersten oder 16. des Monats.

Die Bewerber müssen eine sehr gute Kenntnis in einer offiziellen Sprache der Europäischen Union haben und eine gute Kenntnis einer anderen offiziellen Sprache. Aus dienstlichen Gründen ist eine gute Kenntnis der französischen Sprache wünschenswert.

Die Bewerber dürfen nicht bereits ein (vergütetes oder nicht vergütetes) Praktikum bei einem Organ, einer Agentur oder einer Einrichtung der Europäischen Union absolviert haben.

Das Ergebnis des Auswahlverfahrens wird für die Herbstpraktika Ende Juli und für die Frühjahrspraktika Ende Dezember veröffentlicht.



NOTICE D'INFORMATION EN MATIÈRE DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

—

COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

Toute personne a le droit à la protection des données à caractère personnel.

Le traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union est régi par le règlement 2018/1725 (JO 2018, L 295, p. 39).

La présente notice vous explique pourquoi et comment vos données sont utilisées dans la cadre du traitement en cause.

Stages

Qui est le responsable du traitement ?

Le responsable pour ce traitement est l'unité Sélection des talents de la Direction des Ressources humaines.

Pourquoi avons-nous besoin de vos données ?

Ce traitement est nécessaire pour apprécier le potentiel des candidats à bénéficier d'un stage rémunéré au sein des services de l'institution.

Les stages sont organisées en conformité avec la décision du comité administratif de la Cour de justice de l'Union européenne du 3 décembre 2018 relative au stages.

Qui a accès à vos données ?

Les gestionnaires de la Direction des Ressources humaines.

Le personnel d'encadrement et les gestionnaires RH auprès des services recruteurs.

Tout gestionnaire désigné, par voie de délégation spécifique, par un utilisateur relevant d'un des groupes susmentionnés. En général, il s'agit des destinataires qui ont accès au dossier des candidats à des fins administratives ou parce qu'ils participent à la procédure de sélection.



Combien de temps vos données sont-elles conservées ?

Les données relatives aux procédures d'engagement de stagiaires rémunérés sont conservées pendant 12 mois à compter de la nomination du(es) candidat(s) sélectionné(s). À l'issue de cette période, les données sont effacées de la base de données et seulement une synthèse anonyme des candidatures est conservée à des fins statistiques. Les candidats ont accès à leurs candidatures antérieures tant qu'elles sont maintenues dans la base des données.

Les candidatures imprimées des candidats retenus dans le cadre des différentes procédures sont conservées pendant 2 ans à compter de l'engagement de la personne concernée.

Quels sont vos droits ?

Conformément aux règles applicables, vous avez le droit de demander au responsable du traitement un accès à vos données ainsi que, le cas échéant, leur rectification, leur effacement ou une limitation au traitement.

En outre, vous pouvez vous opposer au traitement pour des raisons tenant à votre situation particulière.

Comment exercer vos droits ? Qui contacter ?

Vous pouvez contacter le responsable du traitement, de la manière suivante :

Adresse postale :

Cour de justice de l'Union européenne
Direction des Ressources humaines
Unité Sélection des talents
Rue du Fort Niedergrunewald
L-2925 Luxembourg
LUXEMBOURG

Nous répondons à votre demande dans les meilleurs délais et en tout état de cause dans un délai d'un mois. Au besoin, ce délai peut être prorogé.

Vous pouvez également vous adresser au délégué à la protection des données de la Cour de justice de l'Union européenne : DataProtectionOfficer@curia.europa.eu

Contrôleur européen de la protection des données

Vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès du Contrôleur européen de la protection des données si vous considérez que le traitement de données à caractère personnel vous concernant ne respecte pas le règlement 2018/1725.